

MOHAMED HARDI, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES (16 MARS 1943 - 4 MAI 1996)

Un antiterroriste déterminé

L'Ecole nationale d'administration (ENA) rend hommage aujourd'hui à Mohamed Hardi, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de 1992 à 1993 dans le gouvernement de Belaid Abdesselam, assassiné le 4 mai 1996 à Oued Smar, à Alger.

Homme de principes, républicain et progressiste, Mohamed Hardi incarne au plus fort de la crise politique et sécuritaire que traversait l'Algérie, la valeur des hommes et des femmes qui se sont élevés pour combattre la barbarie terroriste et sauvegarder l'Etat. Appelé par Belaid Abdesselam, il accepte, lui qui a vécu la majeure partie de sa vie dans l'opposition, d'intégrer le gouvernement en formation à un poste éminemment stratégique et politique et dans un contexte difficile où les fondements de l'Etat étaient ébranlés. Sa nomination le 19 juillet 1992 en qualité de ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, numéro deux de l'Exécutif, crée la surprise.

Parcours et profil atypiques que rien ne prédestinait à une telle charge. Licencié en sciences économiques de la Faculté des sciences juridiques et économiques d'Alger, titulaire d'un DES en sciences économiques de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, diplômé du Centre d'études en programmes économiques de Paris, Mohamed Hardi avait passé les onze années précédentes à bâtir une brillante carrière internationale en tant qu'expert, consultant et haut fonctionnaire des organisations du système des Nations unies (Unesco, Onudi, CCI l'agence conjointe NU/OMC). Il avait auparavant occupé différentes fonctions débutant sa carrière professionnelle, en 1962 en tant que journaliste chef de rubrique économique du quotidien *Le Peuple*, avant d'intégrer en 1966, sa licence, en poche la Société nationale de sidérurgie pour y travailler en tant que cadre dirigeant chargé du commerce extérieur. En 1977, Rédha Malek, alors ministre de l'Information et de la Culture, fait appel à lui. Il rejoint le ministère en qualité de secrétaire général. Un poste qu'il occupera jusqu'en 1981 où il démissionnera de ses fonctions.

Dès la passation de consignes avec Larbi Belkheir, son prédécesseur, Mohamed Hardi impose son style particulier dans tous les rouages de la sécurité intérieure de l'Algérie. Ceux qui l'ont connu se souviennent encore de ses prises de positions, de l'ardeur qu'il mettait à défendre ses convictions, à combattre les maux de l'Algérie. Peu habitué à la langue de bois ou aux ronds de jambes, intègre, il n'aura de

cesse de dénoncer et de combattre le terrorisme, l'intégrisme, la corruption, la bureaucratie. Des maux toujours d'actualité aujourd'hui.

Le ministre de l'Intérieur ouvre, de front, différents chantiers. Fervent défenseur des institutions, il entame la délicate mission de restaurer l'autorité de l'Etat. Face au terrorisme, qu'il qualifie de «plan de destruction systématique» de l'Algérie, Mohamed Hardi prône et impose une lutte implacable menée par un Etat fort mais un Etat de droit. Il met fin, du jour au lendemain, à une situation de non-droit dénoncée de toutes parts et au plus haut niveau. Celles des camps d'internement des militants islamistes. Il met en demeure la justice d'assumer ses responsabilités. Faute d'être poursuivis par le secteur judiciaire, les prisonniers sont libérés et les camps sont définitivement fermés.

Près d'un mois après son arrivée, le 27 août 1992, l'aéroport international d'Alger est la cible d'un attentat terroriste qui fera des dizaines de morts et des centaines de blessés. Arrivé dès les premières minutes, Mohamed Hardi impose des mesures draconiennes qui se solderont par l'arrestation du groupe responsable de l'attentat. Le ministre de l'Intérieur exige la condamnation à mort du groupe, le ministère public le suit et la justice lui donnera raison.

Intransigeant face au terrorisme au plan sécuritaire, mais néanmoins convaincu de la nécessité d'une solution politique, Mohamed Hardi initie dès 1992 le débat sur la réconciliation nationale. Il était inadmissible pour le ministre de l'Intérieur que des Algériens

s'entre-tuent, qu'ils s'attaquent à des populations civiles ou aux institutions de l'Etat. D'où la nécessité d'une solution négociée pour le retour à la sécurité et à la paix. Il appelle en parallèle à un sursaut de la population, à un débat sur les causes profondes du terrorisme afin d'«extirper les racines du mal» en trouvant des solutions globales politiques, économiques et sociales à la situation que traverse l'Algérie. Des solutions qui combattraient l'intégrisme et par-delà le terrorisme.

Mohamed Hardi était convaincu que l'intégrisme et le terrorisme trouvaient leur terreau dans les conditions économiques et sociales. Et il n'aura de cesse de les dénoncer. La mal-vie, la hogra, l'accaparement des richesses du pays par une infime partie de la population... Des causes issues, selon Mohamed Hardi, des dérives de la décennie précédente qu'il sera le premier à qualifier de «décennie noire». Une décennie qui «a mis l'Algérie à genoux».

Le ministre de l'Intérieur fera d'ailleurs de la lutte contre la corruption l'autre dossier majeur de son ministère. Il dénoncera, sans ambages et sans complexe, la corruption qui mine l'Algérie, «l'exhibition écœurante des richesses» et une «redistribution qui ne profite qu'à 10% de la population, les 90% restants en étant totalement exclus».

En novembre 1992, en installant de nouveaux walis, il écarte ceux dont la réputation est entachée par les affaires de corruption, de passe-droits et de dépassements. Il instaure les contrats de performance et le système de notation, initie des



Photos : DF

consultations avec les cadres antérieurement écartés ou en réserve de la République pour des calculs politiques arguant que les compétences sont «au service de l'Etat et non du gouvernement». Il travaille d'arrache-pied à valoriser les fonctionnaires de la police. Durant sa gestion du ministère de l'Intérieur, il fera multiplier par trois le salaire perçu par les policiers.

Face à l'intégrisme, à l'islamisme politique et à ses dérives, il lancera le débat sur la relation entre l'Etat et la religion, invitant chacun et particulièrement les partis politiques à défendre leurs idées loin du «terrorisme intellectuel et de salon».

C'est sous son égide et après maintes négociations qu'à l'occasion d'une visite officielle qu'il effectue en Tunisie que sera réglé le problème épineux du tracé des frontières algéro-tunisiennes. C'est également sous son égide que le conflit Azawad au nord du Mali est réglé.

Mohamed Hardi quittera le ministère de l'Intérieur le 22 août 1993 avec le changement du gouvernement laissant derrière lui un bilan que beaucoup lui envient, un engagement assumé et des principes défendus. Malgré l'appel de Rédha Malek, le nouveau chef du gouvernement, avec qui il avait déjà travaillé au ministère de l'Information et de la Culture et nonobstant le respect et la relation profonde qui le liait à lui, il refuse d'intégrer l'Exécutif en

formation. Visionnaire, sans tabou, Mohamed Hardi avait publiquement défendu au plan politique le «concept d'alternance» à la base de la démocratie. La véritable alternance, ce n'est pas une succession formelle et formaliste d'élections». L'alternance était pour lui un changement de politiques et d'hommes. «On ne peut pas être en même temps l'homme d'une politique et l'homme d'une politique contraire», disait Mohamed Hardi pour qui «il n'y a pas eu régénération du personnel politique». Fort de ce principe, et parce qu'il avait été le numéro deux d'un gouvernement opposé à la politique de rééchelonnement de la dette algérienne, il se refusera de participer au gouvernement de Rédha Malek, à qui il vouait une profonde amitié, qui, lui, allait vers le rééchelonnement.

Le 4 mai 1996, il est assassiné à bout portant à Oued Smar sur le parking d'une société nationale. Mohamed Hardi est mort comme il a vécu. Debout pour ses idées et ses principes. A son assassin qui lui ordonnait de s'agenouiller, il aura une réponse emblématique. «L'Algérie n'a pas plié face à la France, et vous voulez que moi je plie face à vous ?» furent les dernières paroles d'un courage et d'une intégrité exemplaires. L'hommage que lui rend l'Etat à travers l'ENA vient rétablir des vérités depuis oubliées mais toujours d'actualité.

Habiba S.